

Du Mali à Montreuil, échos d'une guerre annoncée

Aline Jobert | Journaliste

Durant l'été 2010, Aline Jobert a voyagé au Mali, à la veille des événements qui ont fait basculer le nord du pays sous la coupe des islamistes radicaux. Fin octobre 2012, elle est allée à Montreuil, à l'écoute d'une communauté malienne inquiète de la guerre qui s'annonce



Mopti, la tranquillité de l'été 2010 (Aline Jobert)

(...)Le 12 octobre, une résolution a été votée par l'ONU autorisant le déploiement d'une force internationale de 3 000 hommes dans le nord du pays.

Début octobre, le journal malien **La Mutation** estime de quatre à six mois le temps nécessaire à la mise en place d'une intervention militaire.

Les sources les plus pessimistes mettent en doute ce calcul : le processus diplomatique prendra encore plusieurs mois et avec l'arrivée des grosses chaleurs en mars aucun déploiement ne sera possible au Nord.

Entre ces deux prévisions et les promesses des autorités qui évoquent « la situation d'urgence » et qui souhaitent intervenir « le plus vite possible », personne ne sait ce qui attend le Mali.

Chez les Maliens de Montreuil, divergences et inquiétude...

Dans le café rue Bara à Montreuil (Seine-Saint-Denis), à côté du foyer de travailleurs maliens, les avis sont partagés. A première vue, cette division est la même qu'à Bamako depuis le coup d'Etat du capitaine Sanogo en mars, entre pro et antiputschistes.

C'est un modèle connu (qu'on songe à Madagascar ou à la Côte d'Ivoire) à la suite d'un coup d'Etat ou de fraudes électorales – quand un pouvoir illégitime s'appuie sur les forces armées. Il n'en faut pas moins analyser le coup d'Etat comme un résultat et non une cause et remonter en amont.

Abus de pouvoir, partialité, fraude, influences extérieures : c'est ainsi qu'on peut comprendre les difficultés de la communauté internationale et de sa myriade d'experts pour rassembler les données d'une situation a priori inextricable.

Au Mali, les antiputschistes critiquent le coup d'Etat survenu peu avant l'élection présidentielle, et s'indignent du statut « d'ancien Président » avec lequel Sanogo se sort des négociations.

Au café, les opposants au putsch sont très minoritaires. Ils font l'objet de sermons et de moqueries, car ne pas soutenir le putsch c'est être partisan de l'ancien président **Amadou Toumani Touré** (dit ATT), prôner le laisser-faire et la négociation, justifier la dilapidation de l'argent de l'Etat, être insensible aux massacres et aux défaites essuyées par l'armée malienne au Nord.

Autour du putsch se sont fixés tous les points de tension qui nourrissent les débats au Mali depuis le début des années 2000 (ATT a été élu en 2002 et en 2007).

De fait, si le putsch est à l'origine de toutes les discussions, c'est qu'en renversant ATT, les « Béréts verts » ont canalisé des revendications, qui sont autant de jalons sur les ratés d'une politique.

Bérets rouges et jeunesse dorée

La télé malienne branchée dans un coin du café crachote quelques informations rapidement mêlées et confondues aux rumeurs.

La dizaine d'hommes présents, en colère, nous exposent leur vision de la situation. Qu'ils soutiennent Sanogo ou non, tous s'entendent sur la défense de l'intégrité territoriale du Mali.

La question de l'intervention ne se pose pas, ni celle de la nationalité des troupes et leur présence ou non dans la capitale malienne (question pour l'instant irrésolue, le gouvernement de transition ne souhaitant pas que des troupes étrangères s'installent à Bamako).

Ces points qui restent encore aujourd'hui à l'examen dans les plus hautes instances ne sont pas sujets à discussion pour ces Maliens de France. Car derrière l'attente unanime de l'intervention il y a une forte critique de l'armée malienne et de son organisation.

« Une armée est composée de trois corps : terre, mer, air. Au Mali nous n'avons pas de marine donc ce qui la remplace ce sont les Bérets rouges. »

Commando d'élite, garde présidentielle, les Bérets rouges font partie de l'histoire du pays.

Seydou – les prénoms ont été modifiés – se souvient que lorsqu'il était enfant ces troupes étaient craintes et respectées : *« Si on les voyait passer notre sang se glaçait. »*

Il explique que les Bérets rouges sont aujourd'hui une élite grassement payée et uniquement dévouée à protéger le Président. Appartenir à ce corps, c'est s'assurer une vie de privilèges – *« Ils sont mieux payés que leur père et ils circulent en 4x4 »* – alors que les conditions de vie de la plupart des Maliens sont loin de connaître les mêmes améliorations.

La transformation manifeste de ces troupes d'élite est un des symboles de la corruption qui empoisonne tous les lieux de décision, des auto-écoles aux ministères.

Dans le café, une autre ambiance s'installe et les plaisanteries à propos de la garde présidentielle s'enchaînent :

« Ils ne savent pas tirer, c'est la faute d'ATT ! »

« Ils mangent tellement qu'ils seraient incapables de courir au front ! »

« C'est une bande de fils à papa. »

Pour **Moussa**, les Bérets rouges des dernières années sont une « génération née sous le climatiseur ».

Après le coup d'Etat lancé par Sanogo, capitaine chez les Bérets verts – l'armée régulière –, les membres de la garde présidentielle ont tenté un contre-putsch qui a échoué. Par la suite, les Bérets rouges ont été victimes d'une répression terrible et les enlèvements des uns par les autres sont monnaie courante depuis la tentative de contre-coup d'Etat.

Les Verts, les Rouges, et les autres

Mohamed fait la comparaison entre ATT et Moussa Traoré, lui aussi Président (de 1968 à 1991), lui aussi militaire, lui aussi renversé par un coup d'Etat, lui aussi remplacé par une instance transitionnelle dirigée à l'époque par... ATT.

Mohamed ne veut pas forcer la comparaison :

« Ce que je veux dire, c'est que Traoré était un vrai militaire, ce n'était pas une dynastie. »

On peut en discuter, mais la critique révèle le ressentiment face à l'impunité et la corruption de l'Etat. Ces maux courants en politique pèsent plus lourd lorsqu'ils touchent l'armée.

La puissance militaire, c'est la sécurité de la population et l'image que le pays donne au reste du monde. Les promotions sans réel motif qui sont au principe de toute oligarchie, la collusion entre affaires privées, famille et pouvoir, la circulation éhontée de l'argent (l'assise d'un pouvoir corrompu et ploutocrate) et plus précisément le manque de formation des militaires de base, leur manque d'équipement, avec pour conséquence de cuisantes défaites au Nord, voilà autant de constats douloureux et de sources d'inquiétudes.

A partir de l'affrontement entre les Rouges et les Verts une certaine histoire du Mali peut être racontée. Mais si la critique de l'Etat met presque tout le monde d'accord rue Bara, les conclusions à tirer sur la situation actuelle du pays ne sont pas les mêmes.

Ceux qui parleront le plus fort ce jour-là, bien qu'ils aient fait face à des critiques virulentes, sont ceux qui ne veulent pas réduire le désastre du Nord-Mali à un problème malien.

Face à eux se dresse notamment **Ousmane** qui explique la situation entièrement par des facteurs locaux, et notamment : le laisser-aller de ATT face au Nord, le choix d'une « négociation molle », le fait d'avoir poussé l'« inconscience » jusqu'à démilitariser certaines zones.

L'ancien Président, qui est originaire de Mopti, aurait été d'une indulgence désastreuse envers un Nord rebelle et fainéant en lui donnant des subventions démesurées qui auraient été réutilisées exclusivement dans l'achat d'armement.

Un autre élément fait encore polémique : l'intégration régulière ces dernières années de populations du Nord non formées et non diplômées dans l'appareil étatique et administratif au nom d'une mixité sociale et ethnique et en faveur de la réconciliation.

Ousmane refuse de prendre en compte le contexte régional comme un facteur déterminant : le problème, c'est la gestion du Mali. Son discours est aussi accusateur qu'empreint de culpabilité.

Mohamed et **Marcus** évoquent au contraire des responsabilités partagées :

« *Le conflit au Nord, si ce n'est pas déjà le cas, ça va être le problème du Niger, du Sénégal, de la Mauritanie, de l'Algérie et du Burkina !* »

« *La France et les Etats-Unis sont concernés parce que la guerre au Nord a commencé à cause d'eux, à cause de la guerre en Libye !* » renchérit **Marcus**.

Pour eux la crise du Nord-Mali est avant tout le résultat d'une conjoncture régionale et internationale. Ils le démontrent d'abord en énumérant les nationalités des combattants au Nord :

« *Algériens, Libyens, Soudanais, Sénégalais, Mauritanien mais aussi Pakistanais, Afghans et Somaliens !* »

Il faut donc faire la différence, capitale pour certains, entre ces hommes venus d'ailleurs et les groupes qui agitaient le Mali avant la chute de Kadhafi.

Les revendications séparatistes du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) ou celles des membres **d'Ansar Dine** ont été détournées, redirigées et utilisées.

Ces deux groupes cherchent aujourd'hui à négocier avec le Mali par l'intermédiaire du médiateur burkinabè afin d'aider à la libération du Nord et ainsi se détacher d'Al Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi) avant l'intervention militaire.

L'arsenal de Kadhafi pour héritage

Les Maliens présents rue Bara ce jour-là ne s'entendent pas tous sur la bonne foi de ces groupes armés (beaucoup refusent l'idée de négociations et critiquent le double jeu des Burkinabés).

Mais tous souhaitent souligner l'aspect international de l'occupation qu'est en train de subir le Nord. La guerre en Libye a provoqué le déplacement d'anciens loyalistes et mercenaires qui sont venus grossir les rangs d'Aqmi avec en prime quantité d'armes, de qualité inespérée (plusieurs sources, dont un article récent, évoquent un « arsenal high-tech » notamment des missiles « manquants au stock libyen »).

L'ironie du sort, c'est que certains de ces combattants sont d'anciens membres du MNLA, partis en Libye dans les années 90 pour rejoindre l'armée de Kadhafi.

L'ironie, faut-il dire, c'est tout ce qu'il reste aux Maliens : « *De toute manière Kadhafi était ici chez lui.* » Le Guide a construit des hôtels et plusieurs résidences au Mali, où il venait régulièrement passer ses vacances...

Il a également fait bâtir des mosquées. L'une d'entre elles est demeurée célèbre pour son emplacement : à quelques centaines de mètres de l'ambassade américaine à Bamako. On raconte que l'endroit avait été soigneusement choisi pour que, depuis leurs bureaux, les employés américains bénéficient de l'appel à la prière.

Les quelques hommes encore accoudés au bar semblent à présent égrener le nom de chaque pays voisin comme autant de feuilles jaunies susceptibles de s'envoler au premier souffle de vent.

Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) est implanté au Burkina Faso et certains

craignent le soutien mutuel des unités maliennes et burkinabées.

La peur du développement d'un front organisé par le MUJAO au Burkina est partagée notamment par Dramane Diakitè, troisième vice-président de la chambre de commerce de Mopti comme le rapporte le journal Le Pays.

La peur, la circulation des rumeurs favorisée par l'absence de moyens de communication ainsi que certains événements rapportés dans des journaux locaux (le journal La Nouvelle Patrie relate le 11 septembre les mésaventures d'un Burkinabé pris pour un mercenaire et arrêté à Kouri, à la frontière entre Burkina Faso et Mali) forment un contexte de tension où réel et possible se confondent.

Ces derniers jours, après l'agression du président mauritanien par sa propre armée et du fait de son absence pour convalescence, d'autres inquiétudes se font entendre, cette fois-ci quant à l'ouest du pays : ce bouleversement à la tête de la Mauritanie remet en cause son engagement auprès du Mali et fait croire aux plus pessimistes une extension du front du Nord-Mali à la Mauritanie.

L'Algérie jugée

Personne n'a encore évoqué l'Algérie. Ousmane, Seydou, Marcus et Mohamed ne veulent pas en parler, « *ça n'en vaut pas la peine* ».

Puis **Mohamed** s'emporte, et les trois autres approuvent son avis et sa colère. Dans une longue tirade, il accuse les Algériens d'avoir « refilé leur problème » au Nord-Mali avant de refermer les frontières.

Puis il met en garde les autorités algériennes : le jour de l'intervention, les ressortissants algériens retourneront dans leur pays d'origine avec leurs compagnons d'armes.

La discussion dévie et les reproches se font plus généraux :

« Pourquoi tant de Maliens continuent à apprendre l'arabe ? Ça sert à quoi ? Le Mali était là avant l'Algérie, l'islam vient d'ici, c'est nous qui l'avons apporté et on devrait continuer à apprendre comme ça ! »

C'est **Mohamed** qui crie ça en faisant mine de se balancer d'avant en arrière, les mains ouvertes en forme de livre. Les autres le regardent sans broncher : il semble entendu qu'il ne faut pas le contredire sur le sujet. Passons.

Pour **Ousmane** : *« Il vaudrait mieux agir vite. Les populations occupées et les occupants se connaissent maintenant, ils vivent ensemble. Les jeunes se voient proposer de l'argent. On ne sait pas ce qu'il va se passer si l'intervention est repoussée »*

Pour **Marcus**, la situation va évoluer car c'est dans l'intérêt de la France :

« Le Mali, le Niger, c'est à côté. Si personne ne les arrête, la "sécurité" au Niger ne sera pour le coup plus du tout assurée... Et dans ce cas ? Eh bien la France peut se faire du souci pour son uranium. »

Comme s'il faisait un vœu, Marcus ajoute : *« Les Américains aussi s'intéressent au Mali. Ils ne veulent pas que ce soit l'Afghanistan... Même Mitt Romney en a parlé ! »*

L'évocation de celui qui deux semaines plus tard va perdre les élections détend l'atmosphère du café et quelques rires éclatent.

Une chose ne sera pas dite ce jour-là, bien qu'elle soit présente à tous les esprits. Il y a deux raisons d'avoir peur dans cette situation :

- la première a été reprise par tous les acteurs de la communauté internationale : **ne pas intervenir, c'est aggraver la situation** et laisser le Mali aux mains de ses occupants. Personne n'ignore à présent la férocité de la loi qu'ils imposent. Après deux heures de discussion, nous avons fait le tour du monde accoudés au comptoir du café de la rue Bara. Nous sommes allés plus loin que l'Afrique de l'Ouest. Jusqu'en Libye par exemple. Et de temps en temps apparaissaient des paysages afghans et irakiens qu'aucun de nous n'a jamais vus ;
- mais il y a une deuxième raison d'avoir peur que personne n'a dite ce jour-là : **des guerres comme celles-là ne finissent jamais.**